

MOUVEMENTS CITOYENS ENGAGÉS EN AFRIQUE DE L'OUEST; LE CAS DU BURKINA-FASO

PUBLIC-SPIRITED MOVEMENTS IN WESTERN AFRICA; THE EXAMPLE OF BURKINA-FASO

Vincent Henry*

Abstract

We attend since a few years almost everywhere in the world the multiplication of public-spirited movements which make a commitment in the political arena. They form themselves and get organized thanks to the new technologies and to a massive use of the social networks. Some of these movements have been able to influence directly the political trajectories of certain countries even by bringing down certain authoritarian regimes. It is the case of the "colour revolutions" in Eastern Europe, of the "Arab Spring" or most recently and less successfully of the "Umbrella revolution" in Hong-Kong.

Africa is also concerned by this phenomenon. This article studies ways of functioning and objectives of the public-spirited movements in Western Africa by taking the example of a country in full democratic transition, Burkina Faso.

Keywords: Burkina-Faso, Western Africa, African Policy, Citizen Movements, Democratization process, African youth

* Vincent Henry est doctorant en sciences politiques à l'Université Paris-Est. Il est également chargé de mission de coopération à l'Institut Français de Roumanie et enseigne à la faculté des Lettres de l'Université Babes-Bolyai de Cluj. Il collabore régulièrement à plusieurs revues francophones spécialisées sur l'Europe centrale et orientale. Il a également été directeur aux programmes du Bureau Europe centrale et orientale de l'Agence universitaire de la Francophonie.

Contact : vincent.henry@institutfrançais.ro

Ce court article s'attache à l'analyse d'un phénomène politique et social observable en Afrique de l'Ouest depuis quelques années. A l'instar des autocrates chassés par les printemps arabes plusieurs dirigeants africains longtemps considérés comme inamovibles ont soit été chassés du pouvoir soit sérieusement bousculés par des mouvements populaires spontanés.

Le premier évènement de ce genre s'est déroulé au Sénégal entre 2011 et 2012. Abdoulaye Wade était alors à la suite d'une décision contestée de la Cour Constitutionnelle, candidat pour un troisième mandat présidentiel qui lui semblait assuré au début de la campagne. C'était sans compter sur l'influence d'un mouvement hétérogène, le M23, qui allait cristalliser le mécontentement social d'une partie de la population. Une des composantes du M23, "Y en a marre" est née de la mobilisation d'artistes, de chanteurs populaires dans la jeunesse et contribua énormément à la mobilisation de cette dernière, une mobilisation qui allait amener la chute d'Abdoulaye Wade et l'élection de son principal opposant, Macky Sall. Un phénomène en tout point semblable allait faire chuter pour les mêmes raisons et par les mêmes moyens le président du Burkina-Faso, Blaise Compaoré, candidat lui à un cinquième mandat en 2014. A Ouagadougou c'est le "balai citoyen" qui allait contraindre Compaoré à quitter le pouvoir et à s'exiler. Ces mouvements semblent par ailleurs faire des émules dans certains pays comme la république démocratique du Congo avec "le Filimbi" ou "Ca suffit comme ça" au Gabon, le Burundi connaît également des mouvements semblables.

Notre travail se propose d'éclairer ce phénomène en nous penchant plus particulièrement sur le cas d'un pays et d'un mouvement qui nous a semblé particulièrement symbolique de ce que nous avons appelé des *mouvements citoyens engagés*, ce cas c'est celui du Burkina-Faso et du mouvement "Balai citoyen".

I. Un contexte démographique particulier

Ces mouvements ont pour commencer une caractéristique commune, ils sont le fait de très jeunes citoyens, ils montrent une véritable prise en main de la jeunesse africaine par elle-même et une volonté de faire évoluer une situation qui place une grande partie de cette jeunesse dans une situation de précarité et de frustration plus qu'inquiétante:

L'Afrique est de loin, la région la plus jeune du monde. Selon les dernières estimations des Nations-Unies, les moins de 25 ans représentent plus de 60% de la population globale du continent et un peu plus de 40% de la population active. Les jeunes dont l'âge est compris entre 18 et 24 ans sont au nombre de 200 millions sur le continent, ils devraient être 340 millions dans vingt ans. Les jeunes Africains, de par leurs aspirations, leurs visions du monde et leur nombre constituent aujourd'hui un enjeu stratégique majeur pour la stabilité et le développement de leurs pays respectifs.

Ce qui pourrait être une force énorme est cependant aujourd'hui loin d'être une chance de sortir le continent de la pauvreté qui continue à accabler certaines régions du continent¹. La jeunesse africaine constitue plutôt dans son ensemble un véritable bombe sociale à retardement. Le politologue ivoirien Jean-Jacques Konadje compare la frustration accumulée par la jeunesse africaine à un "tsunami silencieux"². Konadje s'inquiète particulièrement des effets de la violence symbolique faites à de jeunes africains de plus en plus diplômés, de mieux en mieux informés mais dont un très grand nombre est condamné au chômage, à l'oisiveté, à la précarité par des économies incapables d'utiliser les forces vives de plus en plus en nombreuses et par des régimes gérontocratiques plus ou moins autoritaires qui les empêchent de prendre leur destin en main. Konadje parle à propos de ces jeunes relégué de "spectateurs du désespoir quotidien".

Cette absence de reconnaissance amène certains à des comportements extrêmes; émigration à tout prix, violence et criminalité. Le mouvement que nous avons souhaité présenter de façon plus circonstancié nous est apparu comme le fruit d'une réaction de cette jeunesse pour reprendre pleinement son destin en main et trouver des solutions à ses difficultés en refaisant irruption sur le terrain politique que la jeunesse du continent semblait avoir en grande partie abandonné depuis des années.

¹ Cf; "Jeunesse africaine, bombe à retardement ou opportunité à saisir? Kingsley Ighobor, 2013. [<http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/mai-2013/jeunesse-africaine-bombe-%C3%A0-retardement-ou-opportunit%C3%A9-%C3%A0-saisir>]

² Cf; "Etre jeune en Afrique. Géopolitique d'un tsunami" in [diploweb.com](http://www.diploweb.com), le 3 mai 2015. [<http://www.diploweb.com/Etre-jeune-en-Afrique-Geopolitique.html>]

II. Retour sur l'histoire récente du Burkina-Faso. De l'indépendance aux mouvements citoyens

Nous allons donc nous efforcer d'illustrer cette tendance en étudiant plus particulièrement le cas du Burkina-Faso tant il nous semble représentatif des évolutions actuelles. Son histoire politique permet également d'éclairer les enjeux mais aussi les références des mouvements citoyens africains sous un jour particulier.

Pour bien comprendre les enjeux et les spécificités du mouvement social qui traverse ce pays, il nous semble donc indispensable de revenir sur son histoire récente.

II.1 Une indépendance chaotique

Le Burkina est un petit État enclavé et sans ressources naturelles importantes de 16 millions d'habitants. Après son indépendance en 1960, l'ancienne colonie française qui était alors la Haute-Volta connaît une longue période de troubles politiques et de coups d'État militaires à répétition qui plongent le pays dans la misère et un désordre chronique. Au début des années 80, le gouvernement du colonel Saye Zerbo alors au pouvoir offre à un jeune officier le poste de Secrétaire d'État à l'Information ; ce jeune officier s'appelle Thomas Sankara :

Thomas Isidore Noël Sankara est issu d'une famille catholique, ses capacités sont remarquées dès ses études secondaires. D'abord tenté par la prêtrise, il opte pour la carrière militaire et entre au Prytanée Militaire de Kadiogo. Le brillant aspirant officier bénéficie d'une série de stages de perfectionnement au Cameroun, en France, à Madagascar puis au Maroc où il se lie à un autre jeune officier ambitieux, un certain Blaise Compaoré. De tous ces séjours à l'étranger, un va le marquer tout particulièrement, celui qu'il passe à l'Académie militaire d'Antsirabe. Sankara passera deux ans dans la «Grande île» de Didier Ratsiraka alors en plein tournant socialiste. Son stage militaire se poursuit par un service civil où il sert les grandes travaux initiées par la République démocratique de Madagascar. Ces deux années vont profondément l'influencer et l'amener à se poser les questions qui vont marquer tout son parcours politique futur? Comment se débarrasser du poids de l'héritage colonial? Quelles sont les meilleures voies pour le développement des pays africains? Comment s'affirmer sur la scène internationale? Comment sortir les populations du continent d'une misère asservissante?

II.2 Une figure charismatique

De retour en Haute-Volta, il s'illustre dans une courte guerre contre le Mali voisin et devient en 1976 commandant du centre national d'entraînement commando de Pô. Dans ces mêmes années, il fonde avec entre autres Blaise Compaoré un groupe d'officiers très anticolonialiste et marqué à gauche, le ROC (Regroupement des Officiers Communistes). Nommé au Ministère de l'Information en 1981, il tente d'y imposer un nouveau style en luttant contre la gabegie et la corruption endémique. Empêché d'appliquer pleinement ses idées, il démissionne néanmoins rapidement mais sa tentative malheureuse le fait connaître et le rend populaire.

Un nouveau coup d'État se produit en novembre 1982 et porte au pouvoir le major Jean-Baptiste Ouedraougo. Sankara est nommé premier Ministre en janvier 1983. Très rapidement, ses prises de position en faveur du non-alignement et son opposition virulente à la «Françafrique»³ lui valent d'être arrêté et emprisonné au mois de mai de la même année. Une arrestation qui survient immédiatement après la visite du conseiller pour les affaires africaines de François Mitterrand, Guy Penne. La population réagit violemment à cette arrestation sur laquelle plane de fort soupçons d'intervention extérieure. Des émeutes éclatent, l'ami de Thomas Sankara, Blaise Compaoré va saisir l'occasion pour renverser le pouvoir en place. Ce nouveau putsch porte au pouvoir Thomas Sankara. Il prend la tête d'un Conseil National de la Révolution composé de jeunes officiers, parmi lesquels on compte évidemment Blaise Compaoré. Une des premières décisions du CNR est de changer le nom du pays trop marqué par la période coloniale. La Haute-Volta devient le Burkina-Faso, le *Pays des Hommes Intègres*.

II.3 Une tentative d'émancipation

Les idées révolutionnaires de Sankara et de ses proches sont mises en application. Ils tentent de lutter contre la corruption et la bureaucratie, remplacent le pouvoir des chefs coutumiers par des comités révolutionnaires locaux. Ils s'attaquent aux grandes questions du développement en faisant de l'éducation de la population une priorité absolue que ce soit l'éducation des enfants ou celles des femmes. Ils œuvrent également à améliorer l'accès aux soins pour tous. Obsédé par la notion d'indépendance, le Burkina de

³ Cf; Jean-Pierre Bat, *Le syndrome Foccart*.

Sankara promeut à travers le monde un anti-impérialisme virulent en essayant en premier lieu de prendre ses distances avec la France et les alliés «françaisafricains» de l'époque, notamment la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny. Le Burkina-Faso essaye pour cela d'atteindre l'autosuffisance en promouvant la production locale et en limitant les importations, notamment de produits alimentaires. Sankara dans des discours restés célèbres dénonce aux plus hautes tribunes internationales les accords qui lient son pays aux institutions financières internationales. Il dénonce ce qu'il appelle «la dette odieuse» en des termes qui peuvent rappeler étrangement des discours actuels dans certains pays d'Europe.

Malgré l'enthousiasme et l'adhésion de la population dont bénéficie le régime à ses débuts, les résultats tardent à venir et Sankara cherche à se rapprocher du bloc de l'Est, sans toutefois s'aligner pleinement sur lui.

II.4 La chute

Le régime de Sankara avec ses fortes tendances guevaresques peut être aujourd'hui considéré comme populiste et sa confrontation avec les réalités économiques, sociales et géopolitiques a été difficile. Si on ne peut pas parler de révolution violente, la période est tout de même marquée par de nombreuses violences, le plus souvent commises par des comités révolutionnaires locaux, pas toujours bien contrôlés.

En 1987, Thomas Sankara lui-même reconnaît un certain nombre d'erreurs qu'il souhaite rectifier. Il est trop tard car il s'est fait de nombreux ennemis puissants à l'extérieur du pays, pêle-mêle les réseaux français, la Côte d'Ivoire mais aussi le Libérien Charles Taylor qu'il a refusé d'aider lors d'une tentative de coup d'État militaire de ce dernier à Monrovia. Le soutien à l'intérieur du pays s'affaiblit également notamment celui d'officiers anciennement très proches, parmi lesquels Blaise Compaoré, entré en relative disgrâce. Pendant l'été 1987, Une large campagne de diffamation par tracts est organisée sans que l'on en connaisse clairement l'origine, le soutien populaire s'affaiblit. Le 15 octobre 1987 un commando militaire abat Thomas Sankara, qui se faisait une fierté d'être accessible et peu protégé, et sept de ses proches collaborateurs.

L'assassinat de Sankara n'a à ce jour jamais été lucide clairement. Beaucoup d'hypothèses circulent sur l'organisation de ce complot qui a pu être soutenu par différents pays, la Côte d'Ivoire, le Liberia voire la Libye.

Les soupçons les plus lourds pèsent néanmoins sur celui qui va s'emparer du pouvoir après cet événement et qui n'est autre que l'ami disgracié, Blaise Compaoré.

Les réalisations ou les échecs du régime de Sankara prêtent aujourd'hui encore à discussion mais il a incontestablement réussi, sa mort précoce dans des conditions tragiques y contribue certainement, à faire naître un courant d'espoir à travers le continent alors sans perspective et accablé par la corruption et la misère. Il a su montrer que l'Afrique pouvait prétendre à un autre type de dirigeant, soucieux de son peuple et capable d'insuffler un sentiment de fierté.

II.5 Le long régime de Blaise Compaoré

Compaoré dissout le comité de révolution nationale, il impose l'état d'exception jusqu'en 1991. Une constitution est adoptée cette même année, Compaoré est alors officiellement élu en l'absence de toute opposition réelle.

Il impose un régime semi-autoritaire contesté une première fois par la rue en 1993, les contestataires sont alors violemment réprimés. En 1997, il modifie une première fois la constitution pour pouvoir être réélu en novembre 1998, quelques jours après il sera fortement soupçonné d'avoir commandité le meurtre d'un célèbre journaliste et opposant, Norbert Zongo. Cette accusation lui vaut d'être mis au ban de la communauté internationale pour quelque temps. Au début des années 2000, il revient néanmoins sur le devant de la scène internationale car le Burkina est considéré comme le pays le plus stable dans une région troublée. Les atteintes à la démocratie se poursuivent néanmoins : En 2005, la constitution est modifiée à nouveau ce qui lui permet d'être élu une nouvelle fois. En 2010, il est à nouveau réélu pour ce qui devait être son dernier mandat. Le pouvoir commence néanmoins à s'user. En 2011, la mort d'un lycéen passé à tabac par la police provoque une vague d'émeutes et de contestation qui dureront plusieurs mois.

La longévité de Compaoré au pouvoir (28 ans) s'explique en partie par le rôle de sage et de médiateur qu'il a su jouer dans la région. Ami des pires dictateurs, putschiste et autocrate, il a néanmoins su se rendre indispensable en Afrique de l'Ouest grâce à ses relations et à ses talents de négociateur. Par ailleurs, cette stabilité, en dépit évident des nombreuses atteintes aux droits humains perpétrés par le régime avait fait du Burkina un bon élève des institutions financières internationales qui louaient la bonne gestion et la solidité du pays.

II.6 Le coup de trop

Compaoré va pourtant tenter le coup de force de trop en 2014. Dans la perspective des élections présidentielles de 2015 auxquelles il veut à nouveau se présenter, il tente une troisième modification constitutionnelle mais après les printemps arabes, après la chute de son ami Abdoulaye Wade au Sénégal, le contexte politique en Afrique de l'Ouest a changé. Compaoré allait l'apprendre à ses dépens.

Un amendement de la constitution burkinabaise datant de 2000 stipulait qu'un président élu ne pouvait effectuer que deux mandats, non rétro-actif il permit à Compaoré d'être reconduit en 2005 et 2010, las, ne voulant pas s'arrêter en si bon chemin, il tente en octobre 2014 de faire abroger cet amendement par le Parlement malgré les protestations de l'opposition. C'est sans compter sur une la mobilisation populaire; le 28 octobre, des centaines de milliers de manifestants sont dans les rues⁴. Le 29, la grève générale est proclamée, le lendemain en dépit des violences policières la foule envahit les lieux de pouvoir; Assemblée Nationale, palais présidentiel ainsi que les sièges de la radio et de la télévision nationale. Les émeutes vont faire une trentaine de victimes et une centaine de blessés. L'état de siège est proclamé et Blaise Compaoré s'adresse aux Burkinabés en déclarant vouloir ouvrir des négociations. C'est trop tard, il est contraint à la démission et à la fuite. C'est l'armée française qui l'exfiltrera vers la Côte d'Ivoire⁵.

II.7 Le processus de transition

Le processus de transition s'enclenche alors et il commence de façon très classique. Le Lieutenant-colonel Zyda, chef de la garde présidentielle se proclame président et assure garantir le bon déroulement à venir du processus de transition et l'organisation d'élections libres. Les analystes les plus cyniques pensent alors que la révolution burkinabaise a fait long feu et qu'une nouvelle fois un militaire en a remplacé un autre. Ils se trompent, le chef de file de l'opposition Zéphirin Diabré déclare le 3 novembre travailler

⁴ Cf; [<http://www.afrik.com/burkina-le-balai-citoyen-veut-nettoyer-chez-compaore>]

⁵ Cf; Le Monde du 4 novembre 2014;

[http://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/11/04/burkina-faso-la-france-a-aide-a-evacuer-blaise-compaore_4517437_3212.html]

avec l'armée pour la mise en place d'un Conseil de transition. Le 17 novembre ce conseil nomme Président Michel Kafando, un diplomate chevronné. Zida est son premier Ministre.

Ce processus de transition se poursuit aujourd'hui lentement et devrait mener à l'organisation d'élections générales. Dans le cadre de cette transition forcément complexe, les décisions des élites politiques sont contraintes par la vigilance des mouvements de jeunes qui ont menés la révolte contre Compaoré et qui accompagnent de façon très suivie et minutieuse toutes les étapes de cette transition, bien décidés à ne pas se faire voler «leur» révolution.

II.8 Le rôle de la jeunesse et de la société civile

En ce mois de novembre 2014 qui a vu la chute d'un des plus anciens dirigeants africains encore en fonction, c'est bien à un épisode marquant d'un «printemps africain» auquel nous avons assisté. Combat politique, ce mouvement renvoie également à des luttes de classes d'âge et à un profond conflit intergénérationnel. 60% de la population du Burkina n'était pas née quand Blaise Compaoré a pris le pouvoir en 1987. Les mouvements qui l'ont balayé marquent la montée de ces jeunes voulant prendre toute leur place dans le jeu politique en s'opposant au pouvoir des notables et à la gérontocratie. Thomas Sankara, en son temps, menait déjà ce même combat. Sankara est une référence pour ces jeunes burkinabés engagés et qui se font appeler les «enfants de Thomas Sankara». Les regards sont aujourd'hui tournés sur «le pays des Hommes Intègres» avec crainte mais aussi avec espoir quant au devenir de sa transition démocratique.

Le mouvement le plus emblématique de cette jeunesse burkinabaise est sans conteste le «balai citoyen» lancé dès le printemps 2013 par des figures populaires parmi les jeunes, artistes, musiciens, rappeurs. Il s'inspire ainsi très largement du M23 et plus particulièrement du mouvement «Y en a marre» acteurs décisifs de la chute de Wade deux années auparavant. Un des initiateurs du mouvement, le rappeur Smokey, expliquait en ces termes le choix du symbole :

«On a modestement appelé ça le «balai citoyen» et c'est tout un symbole. Le Burkina-Faso a besoin d'un sacré nettoyage. Depuis presque trente ans on subit, on subit et on ne réagit pas. Il y a une part infime de la

population qui a commencé à s'enrichir impunément pendant que le reste dégraisse. Je crois qu'il est grand temps de foutre un bon coup de balai à tout ça pour crier notre ras-le-bol».

III. Une tentative de caractérisation de ces mouvements de citoyens engagés

Nous allons tenter de parcourir quelques caractéristiques du mouvement du «balai citoyen» et des autres mouvements africains auxquels on peut aisément le rapprocher afin d'expliquer leur émergence, leur fonctionnement et leur pouvoir d'attraction en reprenant largement la typologie qu'en avait fait le journaliste Benjamin Roger pour le magazine *Jeune Afrique*⁶.

«Y en a marre» au Sénégal, le «Balai citoyen», le «Filimbi» en République démocratique du Congo mènent des luttes politiques mais ce sont avant tout **des mouvements citoyens informels**. Ils n'ont pas de hiérarchie et ne sont pas structurés comme le seraient un parti politique, un syndicat ou même une association. Tout citoyen qu'il soit ou non en âge de voter peut les rejoindre et se réclamer d'eux. Il n'y ni carte d'adhésion, ni cotisation ce qui n'empêche pas les membres de collecter ou de fournir des fonds quand le besoin s'en fait sentir.

Ces mouvements se caractérisent tous par la jeunesse de leurs membres, ces activistes ont presque tous entre quinze et trente ans. Ces jeunes sont néanmoins politisés, du Burkina au Gabon, du Sénégal au Rwanda ils s'opposent ouvertement aux régimes autoritaires de leurs différents pays en prônant les valeurs démocratiques, cette opposition est pacifique et évite dans la mesure du possible tout recours à la violence. On retrouve parmi eux la claire conscience d'être une génération sacrifiée qui n'entend plus se laisser faire. Les adhérents à ces mouvements considèrent qu'il est de leur devoir de participer de façon active à la gestion de la chose publique, leur participation massive et collective étant à leurs yeux le seul moyen de faire évoluer la situation dans laquelle ils se trouvent. La dimension collective de leur action constitue la principale rupture avec la façon de faire des générations précédentes.

⁶ Benjamin Roger, *L'essor des sentinelles de la démocratie* in *Jeune Afrique*, mars 2015.
[<http://www.jeuneafrique.com/228193/politique/y-en-a-marre-balai-citoyen-filimbi-l-essor-des-sentinelles-de-la-d-mocratie/>]

Un autre point commun à ces mouvements est d'être porté par des personnalités connues issues notamment du milieu de la musique. C'est le cas des rappers Thiat et Kilifeu au Sénégal ou Smockey au Burkina ou encore du chanteur de reggae Sam's K le Jah toujours au Burkina. Ces têtes d'affiches maîtrisent l'art de la parole et bénéficient de par leur activité professionnelle de tribunes publiques régulières (scènes de concerts ou interview dans les médias) qui leur permet de faire passer leur message au plus grand nombre. Outre ces artistes, ces mouvements bénéficient également du soutien de grandes figures intellectuelles comme le journaliste sénégalais Fadel Barro ou l'avocat burkinabé Guy Hervé Kam.

Ils partagent également un sens inné de la communication et de la formule choc qui tient souvent lieu de programme. Leurs noms même sont autant de signe de défiance et de revendications sans appel «Balai citoyen», «Y en a marre» «Filimbi» (le sifflet en swahili) ou encore «Ça suffit comme ça» au Gabon.

Tous maîtrisent parfaitement les codes d'une communication simple et efficace, quelque fois un peu potache que l'on utilise à l'envi dans l'espace public ou sur les réseaux sociaux. Les rues de Dakar voient ainsi fleurir les tee-shirts noirs barrés du slogan «Y en a marre» à chaque manifestation quand à Ouagadougou les balais sont régulièrement sortis des placards à chaque étape un peu tendue de la transition en cours. Par ailleurs et à l'instar des mouvements qui ont animé les printemps arabes, les révolutions de couleurs à l'Est de l'Europe ou même les rues de Madrid, les mouvements de jeunes africains ont fait des réseaux sociaux un instrument de mobilisation et de débat essentiel et structurant. En créant des pages regroupant des dizaines de milliers d'abonnés, ils mobilisent leurs troupes, informent de leurs actions et visent à toucher mais aussi à faire participer le plus grand nombre.

Pour revenir à des caractéristiques plus proprement africaines mais aussi sur des questions de fond plus que de forme il est évident de voir que ces mouvements partagent et s'inscrivent dans une mythologie révolutionnaire commune. Les sympathisants des mouvements mentionnés se perçoivent volontiers comme des héritiers des grandes figures respectées et admirées sur le continent tels Thomas Sankara ou Patrice Lumumba. De ce fait, leurs meneurs se posent en défenseurs d'une idée que l'on croyait oubliée, le *panafricanisme*⁷ auquel ils redonnent une vigueur nouvelle en fustigeant violemment l'impérialisme occidental.

⁷ Pour découvrir ce courant de pensée; Amzat Boukari Yabara, *Africa Unite, histoire du panafricanisme*.

En bons défenseurs du panafricanisme, ces mouvements sont logiquement transfrontaliers, les membres des différents groupes voyagent à travers le continent, considèrent suivre les mêmes buts et sont solidaires les uns des autres tout en estimant que l'union fera leur force sur l'ensemble du continent. Un des fondateurs du collectif «Y en a marre» le chanteur Thiat expliquait ainsi cet objectif dans un entretien accordé au magazine «Opinion internationale⁸» :

Un de nos objectifs est de lancer une union africaine des peuples qui représenterait vraiment les Africains, pas comme l'Union Africaine actuelle qui est une institution déconnectée des gens.

Cette dimension transfrontalière explique le développement et la résistance de ces différents mouvements, tous se renforcent mutuellement à travers des échanges, des rencontres, des ateliers, des prises de position communes. Apparue en 2011 au Sénégal «Y en a marre» a largement servi de modèle et de déclencheur au niveau continental. Leur popularité médiatique leur a permis de se faire connaître, de voyager et de mettre en place ce que l'historienne Séverine Awenengo Dalberto qualifie «d'entrepreneuriat politique et citoyen» par un soutien et un véritable transfert de compétences aux activistes d'autres pays africains, à l'image de ce qu'avait pu faire le mouvement serbe OTPOR en Europe orientale dans les années 2000. Le rappeur Kilifeu expliquait ainsi ce fonctionnement «Il y a une vraie dynamique qui est en train de se mettre en place. Nos mouvements sont connectés: On se rencontre, on discute sur les meilleures façons de se mobiliser et de s'ériger en sentinelles face à nos dirigeants.

IV. Quelques exemples d'actions concrètes au Burkina

La façon dont le «balai citoyen» accompagne la transition est particulièrement révélatrice des objectifs et des modes de fonctionnement de ces mouvements civiques, ses meneurs n'essayent pas de s'imposer au pouvoir mais jouent en quelque sorte un rôle de garde-fou en imposant leurs vues dans le débat public et en surveillant le pouvoir politique.

⁸ Cf; [http://www.opinion-internationale.com/2015/07/20/les-transitions-politiques-a-lassaut-de-lafrique_36209.html]

Ils peuvent participer à l'actualité politique ainsi dès novembre 2014, le «balai citoyen» participe avec le pouvoir à l'élaboration d'une charte de la transition. En mars 2015, ils organisent de grande manifestations en faveur de la proposition de nouveau code électoral qui exclue des élections les anciens partisans de Compaoré ce qui attire par ailleurs les plus grandes réserves des partenaires occidentaux du pays⁹.

Les Cibals et les Cibelles comme se nomment eux-mêmes les participants au mouvement contribuent à des actions civiques en organisant dans les villages des actions de sensibilisation sur le droit de vote ou en organisant des actions ou des collectes de fond pour y améliorer l'accès aux soins, à l'éducation ou à l'eau potable reprenant ainsi les grands projets de leur modèle Sankara. Ils œuvrent également pour la mémoire de leur mentor auxquels ils rendent le premier hommage solennel et public depuis sa mort en décembre 2014. Ils insistent également pour que l'enquête sur sa mort soit réouverte, ce qui sera fait dès le printemps 2015¹⁰. Ils permettent également le retour de la veuve de Sankara au Burkina. Enfin dans leur volonté d'exporter leurs idées et de soutenir les autres mouvements naissants, des militants sont envoyés en RDC (où certains sont d'ailleurs temporairement arrêtés) ou organisent au mois de mai une grande manifestation de soutien aux opposants hostiles à la possibilité d'un troisième mandat pour le président Nkurunziza au Burundi.

V. Limites et fragilités du mouvement

Être une «sentinelle vigilante et permanente» telle était l'ambition affichée par les fondateurs du «balai citoyen» lors de l'officialisation du mouvement en août 2013¹¹. Dès ses débuts les membres du «balai » déclarent constituer un mouvement politique et non pas un parti politique et affirme qu'aucun ne cherche à obtenir un poste au sein d'un gouvernement ou d'un autre. Le but qu'il s'assigne est de fédérer les citoyens indifféremment de leurs orientations politiques afin qu'ils prennent position dans le débat

⁹ Ce nouveau code électoral a finalement été invalidé par la Cour de justice de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) le 13 juillet 2015.

¹⁰ Voir blog de Bruno Jaffré sur Mediapart: [<http://blogs.mediapart.fr/blog/bruno-jaffre>]

¹¹ Cf; [<http://burkina24.com/2013/08/25/le-balai-citoyen-la-sentinelle-de-la-bonne-gouvernance-au-faso-prend-faction/>]

public et qu'ils s'emparent des outils de la démocratie représentative. Le mouvement reconnaît souhaiter un changement profond de la société burkinabaise en luttant contre la mauvaise gouvernance et l'appropriation des biens publics par les proches du pouvoir. Le «Balai citoyen» n'a cependant pas de programme politique, il ne veut être qu'un moyen de pression permanente sur la classe politique.

Ce positionnement est la force du mouvement, ses leaders se gardent bien de montrer une quelconque ambition politique car ils seraient alors immédiatement abandonnés par leurs sympathisants. Ce positionnement peut aussi être perçu comme une faiblesse. L'absence de structure dirigeante et la position d'observateur critique adoptée ne permet pas l'élaboration de solutions de gouvernement ni le renouvellement de la classe politique puisque les membres du mouvement ne veulent pas en devenir des acteurs directs. Le risque est donc de tomber dans une attitude de critique permanente et peu constructive, une position somme toute assez confortable au regard des problèmes à affronter. Par ailleurs la mise en scène des actions, des prises de positions et des discours des uns des autres créé parfois un sentiment d'auto-célébration narcissique qui profite largement à la construction de l'image de certaines figures du mouvement, notamment celles issus du monde artistique.

Cependant et malgré les limites assumées de la démarche et la dimension parfois velléitaire des discours et des actions, les mouvements citoyens engagés ont permis à la jeunesse de plusieurs pays africains de retrouver un intérêt pour la chose publique. En réveillant une société civile longtemps passive, ces mouvements constituent une première étape importante vers le rétablissement de systèmes démocratiques fonctionnels en Afrique de l'Ouest.

Une jeunesse en marche

Nous allons conclure en laissant la parole à ces jeunes engagés et citer un extrait d'une tribune parue dans le Monde en avril 2014¹², une tribune signée par différents mouvements burkinabé, sénégalais et congolais.

¹² [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/04/17/nous-sommes-la-nouvelle-jeunesse-africaine-engagee_4618336_3212.html]

Nous sommes une nouvelle force citoyenne qui a fini d'émerger en Afrique. Les longues détentions, les harcèlements et la répression de nous feront pas reculer. Nous sommes Filimbi. Nous sommes Lucha. Nous sommes Balai Citoyen. Nous sommes Y en a marre.

Nous sommes ceux qui ont remplacé les armes par leurs voix, leurs balais et leurs sifflets pour la démocratie. Nous sommes ceux qui placent la bonne gouvernance, la responsabilité de l'État et le respect des libertés fondamentales au cœur de leurs revendications [...]

Rejoignez-nous dans nos actions pour la libération de nos camarades. Nous sommes Filimbi. Nous sommes Lucha. Nous sommes Balai Citoyen. Nous sommes Y en a marre. Nous sommes ceux qui ont remplacé les armes par leurs voix, leurs balais et leurs sifflets pour la démocratie. Ni comploters, ni terroristes, nous sommes la jeunesse africaine émancipée!

Le Burkina-Faso devrait voir s'achever prochainement sa période de transition démocratique avec la tenue des élections générales prévues le 11 octobre 2015. A quelques mois de ce moment crucial, les tensions s'accumulent entre les caciques de l'ancien régime et les tenants du pouvoir actuel, entre l'armée et le gouvernement ou entre différents leaders de la transition. Contribuer à maintenir la correction du scrutin, empêcher que les guerres de clan ne l'emportent sur l'intérêt général, favoriser des élections les plus inclusives possibles sont les objectifs auxquels les mouvements citoyens du Burkina devront s'atteler, une épreuve qui permettra de mesurer leur influence réelle sur le long terme et constituera sans nul doute un véritable test de maturité.

Bibliographie

- Bat, Jean-Pierre (2012), *Le syndrome Foccart, la politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Folio Gallimard.
- Yabara, Amzat Boukari (2015), *Africa Unite, histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte.
- Kaboré, Roger Bila (2002), *Histoire politique du Burkina-Faso*, Paris, L'Harmattan.
- Jaffré, Bruno (2007), *Biographie de Thomas Sankara, la liberté ou la mort*, Paris, L'Harmattan.

Jaffré, Bruno (2000), *Les années Sankara*, Paris, L'Harmattan.
Ouatarra, Vincent (2014), *L'Ere Compaoré*, Paris, Publibook.
Makebe, Sarr Baye (2012), *Y en a marre*, Paris, L'Harmattan.

Sitographie :

Sur la question de la jeunesse africaine :

Rapport du PNUD, de l'OCDE et la Banque Africaine de Développement,
Perspectives économiques en Afrique,
<http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/>

pour suivre l'actualité du Burkina-Faso :

Radio France Internationale, <http://www.rfi.fr/tag/burkina-faso/>

Le Faso, principal quotidien du pays, <http://www.lefaso.net/>

Les échos du Faso, <http://lesechosdufaso.net/>

Le magazine *Jeune Afrique*, <http://www.jeuneafrique.com/pays/burkina-faso/>

Burkina 24, site d'information, <http://burkina24.com/>

Page facebook du balai citoyen,

<https://www.facebook.com/CitoyenBalayeur>